

BILAN DE REDEVABILITÉ DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ AU BOTSWANA

AGENT DE REDEVABILITÉ	RÔLE DOMINANT	BILAN DE REDEVABILITÉ	RECOMMANDATIONS
<p>Les décideurs politiques Tels que les députés au niveau national, et les responsables de départements au sein du Ministère de la Santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Définir le programme de développement et formuler des politiques • Affecter des ressources aux programmes • Évaluer les politiques afin de déterminer leur pertinence 	<ul style="list-style-type: none"> • Le Parlement affecte un budget au secteur des soins de santé et dispose d'un Comité des comptes publics qui examine les dépenses publiques. • Le ministère des Finances et du Développement économique (MFED) a détaché des agents auprès du ministère de la Santé et du Bien-être pour assurer le respect des réglementations en matière de planification et de budgétisation. • Le MFED organise des forums consultatifs pour établir les priorités de planification du développement national. • L'Agence nationale de promotion de la santé et de lutte contre le SIDA organise des ateliers annuels pour identifier les priorités et les lacunes des programmes et orienter l'affectation des ressources. 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer l'évaluation des politiques afin de renforcer les structures de redevabilité au niveau parlementaire • Renforcer l'engagement entre le MFED et les ministères de tutelle, en particulier au niveau des programmes, afin de garantir la coordination des évaluations des programmes de santé
<p>Prestataires et gestionnaires des services public de santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Concevoir des programmes et des projets pour réaliser les objectifs politiques • Engager les communautés à promouvoir l'utilisation des services de santé, faire le suivi de leur utilisation et proposer les ressources financières nécessaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le Botswana a des districts sanitaires gérés par les équipes de gestion de la santé dans les districts (DHMT), auxquels sont rattachées plusieurs structures sanitaires avec des lignes hiérarchiques claires. Cependant, il existe un écart de communication entre les programmes et le DHMT en raison d'un système de suivi et d'évaluation centralisé. 	<ul style="list-style-type: none"> • Décentraliser le S&E au sein du ministère de la Santé et du Bien-être
<p>Représentants communautaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les décideurs politiques pour s'assurer que leurs besoins sont prioritaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les comités de santé de village sont une extension du système de santé, notamment pour la promotion des bonnes pratiques de santé, la recherche et l'enregistrement des patients bénéficiant de soins à domicile. 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le renforcement des capacités pour renforcer la base de compétences des membres du CSV
<p>Organisations de la société civile</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Étendre les services publics à la communauté, au-delà des installations sanitaires. • Identifier les lacunes relatives aux services et inciter le gouvernement à les combler. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les OSC sont principalement impliquées dans la fourniture de services de santé, la mobilisation communautaire et le plaidoyer. • Elles sont principalement financées par les bailleurs de fonds et le gouvernement pour leurs opérations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les efforts de mobilisation des ressources et développer les flux de revenus afin de réduire la dépendance à l'égard des bailleurs de fonds et/ou du gouvernement.
<p>Médias</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir une plateforme permettant au gouvernement/aux décideurs 	<ul style="list-style-type: none"> • Bien que les professionnels des médias aient été sensibilisés aux stratégies et priorités en matière de santé, l'impact n'est pas évident. Les médias sont également confrontés à un problème d'accès à l'information. 	<ul style="list-style-type: none"> • Promulguer une loi sur la liberté d'information afin d'accroître la redevabilité des

This report is published in English and French. There may be some slight differences due to the translation
Ce rapport est publié en anglais et en français. Il peut y avoir de légères différences dues à la traduction